

Les partis politiques face aux interpellations climatiques de 300 jeunes à Namur

LE RÉSUMÉ

Une rencontre entre les élèves du secondaire et les représentants des partis politiques était organisée à Namur mercredi.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Ils étaient 300 environ. 300 jeunes à s'être déplacés jusqu'à Namur ce mercredi après-midi à l'invitation des directeurs des écoles du secondaire. Leur présence n'est pas anodine. Après plusieurs semaines de mobilisation et de revendications pour dénoncer l'inaction du monde politique face au réchauffement climatique, ces jeunes étudiants du se-

condaire venus des quatre coins de la Wallonie et de Bruxelles ont représenté leurs écoles lors d'un débat hors du commun avec les représentants des 6 partis politiques francophones organisé dans un auditoire

de l'Université de Namur.

Face à eux, les partis avaient envoyé leurs spécialistes climat ou leurs grandes figures médiatiques avec des Jean-Luc Crucke (MR), Carlo Di Antonio (cdH), Raoul Hedebouw

(PTB), Paul Magnette (PS), Olivier Maingain (DéFI) et la seule femme du panel, Sarah Schlitz (Ecolo)

À quelques semaines des élections, ce «face à face» s'annonçait sur papier comme un premier grand rendez-vous électoral pour les représentants des partis qui n'ont pas hésité tout au long des échanges à revenir, face aux interpellations, sur une série de mesures prises face à l'urgence climatique.

Le tempo des échanges, animé par Marie-Martine Schyns, la ministre de l'Enseignement, est ponctué par des chahutements avec des applaudissements pour certains et des huées pour d'autres. «Ce qui se passe depuis 2 mois a fait bouger les lignes comme elles n'ont jamais bougé depuis

5 ans. La loi climat (déposée au Parlement fédéral) pourrait aboutir», s'est réjouie la représentante d'Ecolo. Jean-Luc Crucke leur dira même de continuer le combat. «Nous pouvons être fiers d'avoir une jeunesse comme la vôtre. Continuez la pression au-delà des élections. Mais rien n'est simple. Les solutions sont plus complexes que les yaka. Personne ne détient la vérité suprême si ce n'est le timing et l'urgence.»

Des politiques bousculés

Cash dans leurs questions, les jeunes vont jusqu'à bousculer les responsables politiques. Ils prouvent surtout au monde politique qu'un besoin urgent de pédagogie et de réponses concrètes est nécessaire pour expliquer les démarches entreprises par les gouvernements. «On n'est pas là pour parler politique mais pour du concret et qu'à la fin, qu'on puisse se dire que cette réunion a servi à quelque chose», lance un étudiant. «Pourquoi parlez-vous tout le

temps et pourquoi n'agissez-vous pas?» interpelle un autre. «Êtes-vous réellement conscients de la problématique du climat? Si vous l'aviez été, vous n'auriez pas attendu qu'on commence à gueuler dans la rue», lâche un autre.

Sans les juger, les jeunes s'interrogent sur la voie à suivre. «Vous ne dites rien aux multinationales mais vous envoyez des couches climats dans les écoles.» Lancé sur la thématique, Raoul Hedebouw n'a cependant trouvé personne pour soutenir la fin du modèle capitaliste qui, aux yeux du leader communiste, freine le combat climatique. «Moi aussi je n'aime pas le capitalisme mais si on doit attendre que le capitalisme ne soit plus là, ce sera foutu. Nationaliser Electrabel n'est pas une bonne idée», lui répond Paul Magnette. Jean-Luc Crucke, qui croit aux vertus du marché, n'hésite pourtant pas à interpellé le monde patronal. «Par rapport à la loi climat au Fédéral, je ne comprends pas que la N-VA et les employeurs comme la FEB ne comprennent pas qu'il faut changer le système.»